

INITIATIVE En Terre sainte, au-delà des religions

Des Français de toutes confessions découvrent les sociétés civiles israélienne et palestinienne. Pensé par un rabbin après les attentats de Paris en 2015, ce programme sort des sentiers battus.

LE DÔME DU ROCHER, recouvert d'or, scintille sous les rayons du soleil. En ce samedi matin, un groupe de touristes réunis sur la promenade Haas, au sud de la cité antique de Jérusalem, suit l'office de shabbat, puis lit un psaume et une sourate – les non-croyants profitent de la magie de l'instant. Un tel moment de prière ou de méditation était proposé presque tous les matins lors de ce voyage en Terre sainte, organisé du 13 au 21 juin, par l'association française Les voix de la paix*. Avec un credo principal, le dialogue.

Un groupe de 63 Français incarnant une diversité de convictions est allé à la rencontre d'Israéliens et de Palestiniens, encadré par des référents issus des trois principales religions. Ici, de g. à d., M^{gr} Michel Dubost, le frère Louis-Marie Coudray, Yann Boissière et Foudil Benabadji.

« L'objectif de ce séjour vise à aller au-delà de l'interreligieux, car la foi peut être clivante », souligne Yann Boissière, rabbin du Mouvement juif libéral de France et concepteur de ce circuit en Israël et dans les territoires palestiniens. Bien qu'initié par un rabbin et accompagné par un référent chrétien et un référent musulman, le périple n'a rien d'un pèlerinage : il s'agit d'aller à la rencontre des sociétés civiles. De Ramallah à Jérusalem en passant par Bethléem, Tel Aviv, Jéricho... le groupe de 63 Français, juifs, chrétiens, musulmans et athées, a pu, de part et d'autre, s'entretenir avec des entrepreneurs, des écologistes, des diplomates, des historiens ou des militants engagés pour ou contre un État palestinien en Cisjordanie.

Fondateur et président des Voix de la paix après les attentats de 2015 à Paris, Yann Boissière précise que « ce voyage est en adéquation avec l'action menée en France par l'association pour rétablir le dialogue. Nous n'avons pas le pouvoir d'agir sur ce conflit, mais nous pouvons



agir sur ses représentations en témoignant de ce que nous avons vécu ».

Irène, retraitée, reste marquée par la rencontre avec Khaled Abou Awwad, l'un des fondateurs de Shorashim (« racines » en hébreu), une association qui réunit Israéliens et Palestiniens pour mener des actions éducatives communes. « Longtemps, il a été enfermé dans sa douleur, deux de ses frères ayant été tués par l'armée israélienne, explique-t-elle. Mais, un jour, une petite fille israélienne de 13 ans a été tuée par des Palestiniens. Ce jour-là, il a pris conscience que le drame touchait tout le monde. »

Une liberté de parole rare

Yann Boissière avoue un regret : le groupe ne comptait que deux musulmans. Pire, celui qui, depuis plus de deux ans, s'était engagé pour être le référent musulman du voyage s'est dédit juste avant le départ. Le rabbin se dit déçu par « les institutions représentatives musulmanes françaises qui, pourtant, revendiquent un islam des Lumières. » Ce rôle a été confié au pied levé à l'un des participants, Foudil Benabadji, ancien éducateur en milieu carcéral français et depuis longtemps engagé dans le dialogue interreligieux au sein de la Fraternité d'Abraham.

Quant au référent chrétien, le frère Louis-Marie, responsable de la communauté bénédictine d'Abou Gosh, à l'ouest de Jérusalem, habitué à accueillir des groupes en Terre sainte, il souligne la particularité de celui-ci : « En général, même dans un pèlerinage interreligieux, les gens s'identifient par leur confession. Mais, là, il était impossible de savoir qui était juif, chrétien, musulman ou athée. Cela a permis une liberté totale de parole ; c'est très rare. » ■ **Catherine Dupeyron** (à Jérusalem)

* lesvoixdelapaix.fr ; contact@lesvoixdelapaix.fr
Rens. : 01 44 37 48 48.

La chronique de Jean-Louis de La Vaissière

Journaliste et écrivain, Jean-Louis de La Vaissière a fait carrière à l'Agence France-Presse. Il a occupé divers postes à l'étranger, de l'Allemagne à l'Iran en passant par le Vatican.



BRUNO LEVY

Cette « Russafrique » qui tente de concurrencer la Françafrique

« Non à la France. » « Russie, la République centrafricaine est avec toi ». De Bamako à Bangui, des Africains descendent dans la rue pour Vladimir Poutine, dans une surenchère antifranaise et anti-occidentale. Agitations habilement orchestrées par des groupes liés à Moscou qui, parfois, versent de l'argent à leurs organisateurs. Plates-formes numériques et radios y ajoutent une musique de fond complotiste. Elles sont les relais des médias *Russia Today* et *Sputnik*, interdits de diffusion dans l'Union européenne du fait des sanctions adoptées contre le Kremlin. C'est une revanche médiatique, notamment au Mali où France 24 et RFI ont été suspendus.

Une junte militaire fragilisée, comme à Bamako, se sent ainsi confortée dans sa rengaine : « La faute à l'ancienne puissance coloniale. » Et tire un trait sur Barkhane ! Ne pas avoir eu de passé colonial en Afrique auréole la Russie de vertu. Des conseillers russes sont présents jusque dans le palais présidentiel à Bangui. Depuis des années, par étapes, discrètement, des centaines d'« instructeurs » russes sont arrivés au Soudan et en Libye, puis au Mozambique et en Centrafrique, et enfin au Mali : les mercenaires du groupe Wagner, officiellement indépendant du Kremlin mais contrôlé, tout comme le réseau de propagande prorusse, par un oligarque, le discret Evgueni Prigojine.

Des ONG dénoncent régulièrement, preuves à l'appui, leurs exactions quand ils ont été directement impliqués dans des opérations armées, depuis la défense de Bangui jusqu'à la guerre dans le Sahel.

Comment évaluer à sa juste mesure cette vague de russophilie en Afrique francophone ? Le modèle viril et l'autoritarisme qu'incarne Poutine attirent certainement. Espérant de la Russie gaz, blé et autres denrées essentielles, les États de la région n'ont pas intérêt à rompre à cause de l'Ukraine, même si beaucoup désapprouvent cette guerre. Mais cette coopération a ses limites. À part l'exploitation de richesses minières, Moscou a peu à gagner et sa présence militaire masquée lui coûte cher. La « Russafrique » n'est donc pas pour demain. ■